

A Lyon,

Le 11/03/2015,

Nous, professionnel-les lyonnais-es de l'urgence sociale appelons à la grève l'ensemble des salariés du secteur le **24 mars 2015**.

Parce que c'est 1500 personnes qui chaque nuit, à Lyon n'ont pas de solution d'hébergement.

Parce que le 115 n'arrive plus à tenir son rôle d'écoute et d'orientation et que faute de place aucune solution d'hébergement n'est proposée.

Parce que le délai d'attente pour une personne isolée est d'environ 1 an pour avoir un hébergement.

Parce que l'Etat se désengage dans les secteurs du logement social, de la psychiatrie, du handicap, de la protection de l'enfance... nous, professionnel-les de l'urgence sociale ne pouvons que constater qu'un nombre croissant de personnes se retrouve à la rue faute de structures adaptées et viennent frapper à la porte des centres d'hébergement déjà saturés.

Parce que le droit à l'hébergement inconditionnel et immédiat est bafoué, qu'il est soumis à des critères de plus en plus restrictifs et arbitraires.

Nous professionnel-les de l'urgence sociale, nous ne pouvons plus cautionner ces pratiques indécentes sans être heurté-es dans notre éthique et ne pouvons que nous indigner face à cet état de fait.

C'est pour toutes ces raisons que nous avons réclamé, auprès de la préfecture du Rhône et de la DDCS, **la non remise à la rue des personnes hébergées pendant le plan froid**.

Nous avons aussi exigé la création de **2000 places d'hébergement adaptées** afin de pouvoir exercer nos métiers dans le respect des personnes que nous accompagnons.

Face au silence des pouvoirs publics lorsqu'on leur demande d'appliquer la loi, nous ne pouvons que protester en refusant de mettre en œuvre des pratiques qui n'ont plus de sens à nos yeux.

Aussi, dans un premier temps, nous décidons de cesser le travail **le 24 mars 2015** et proposons un temps d'échange sur les pratiques professionnelles du secteur de l'urgence sociale.

**Le 24 mars 2015 rendez-vous
au 2 rue Chavanne (Lyon 1^{er}) de 14h à 17h.**

Le collectif des professionnels de l'urgence sociale.